



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Mai 2019**



MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -83,897 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2019 s'élève à -83,897 Md€ contre -64,773 Md€ à fin mai 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-19,124 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 5,447 Md€, une baisse des recettes nettes de 14,061 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,384 Md€

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 148,134 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 6,496 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (6,483 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,959 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,799 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,865 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,871 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,132 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,866 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,796 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 3,683 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (3,296 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mai 2019 s'élèvent à 148,134 Md€ contre 142,687 Md€ à fin mai 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,447 Md€) résulte principalement de la hausse des **dépenses d'intervention** à hauteur de 4,082 Md€ (montant essentiellement lié à l'augmentation des versements alloués à la prime

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,074 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,004 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,999 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,627 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,894 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,694 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,393 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,830 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,226 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

d'activité pour 2,112 Md€, ainsi qu'à des modifications d'échéanciers relatifs au FNAL au titre des aides personnelles au logement pour 1,309 Md€, et à SNCF Réseau au titre des infrastructures et des services de transport pour 1,209 Md€) et des **dépenses de personnel** à hauteur de 0,632 Md€ (hausse prévue en LFI 2019).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 86,739 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 10,785 Md€ ;

► **IR net** : 7,342 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,733 Md€, dont 1,197 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,570 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,563 Md€, dont 0,648 Md€ de « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » et 0,583 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,051 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 0,527 Md€, dont 0,520 Md€ de « Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers » (principalement au titre des dividendes ENGIE) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,045 Md€ ;

► **IS net** : -2,435 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 8,917 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,478 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,031 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 106,130 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2019 s'élèvent à 106,130 Md€ contre 117,681 Md€ à fin mai 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-11,551 Md€) s'explique essentiellement par une diminution de l'IR net de 15,094 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en raison de l'évolution du calendrier d'encaissement des recettes et du versement des crédits et réductions

d'impôt pour 5,533 Md€ (afin de préserver la trésorerie des contribuables), ainsi que par une baisse des recettes d'IS net de 3,638 Md€ (montant lié à des R&D supérieurs de 4,289 Md€ par rapport à ceux de 2018).

Cette baisse est partiellement compensée par des recettes de TVA nette en hausse de 3,361 Md€.

## Recettes non fiscales : 2,720 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2019 s'élèvent à 2,720 Md€ contre 4,293 Md€ à fin mai 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,573 Md€) s'explique par des

produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières en baisse de 2,158 Md€ en raison d'un décalage calendaire du versement des dividendes de la Banque de France.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -23,034 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mai 2019 s'élèvent à -23,034 Md€ contre -21,772 Md€ à fin mai 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,262 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,539 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -22,502 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 8,861 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 4,476 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF et de TH) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 6,660 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixe) et des recettes pour 6,660 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement par le budget général via le programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat ») ;

Le solde des comptes spéciaux à fin mai 2019 s'élève à -22,502 Md€ contre -22,886 Md€ à fin mai 2018. Cette évolution (+0,384 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des

► Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » indique des recettes pour 1,439 Md€ (essentiellement au titre du versement de la fraction régionale de la taxe d'apprentissage affectée au CAS) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,560 Md€ (principalement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 0,600 Md€ (fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

comptes de commerce de 0,314 Md€ (notamment, le solde du compte « Soutien financier au commerce extérieur » en hausse en raison de recettes plus importantes qu'en 2018).

## Dettes financières de l'Etat au 31 mai : 1 799,777 Md€

La dette financière est en augmentation de 36,360 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 42,059 Md€). Les montants nets des BTf ont diminué de 5,633 Md€.



	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	Mai	2019	2018 retraité 2018 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-16 682	-83 897	-64 773	-55 072	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	31 460	148 134	142 687	142 963	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	17 529	86 739	100 800	110 777	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 342	25 606	40 700	40 700	
- IS *	-2 435	4 754	8 392	8 392	
- TVA	10 785	55 910	52 549	64 350	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 750	-22 502	-22 886	-22 886	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-3 005	118 952			16
Dette financière de l'Etat	306	1 799 777			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2019	2018 retraité	2018 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	11 083	55 421	54 789	54 798
Dépenses de fonctionnement	3 515	23 386	23 315	23 475
Charges de la dette de l'Etat	6 483	20 326	20 058	20 058
Dépenses d'investissement	852	5 572	5 199	5 199
Dépenses d'intervention	9 453	41 594	37 512	37 620
Dépenses d'opérations financières	74	845	822	822
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>31 460</b>	<b>148 134</b>	<b>142 687</b>	<b>142 963</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	19 852	106 130	117 681	127 359
Recettes non fiscales	867	2 720	4 293	4 594
Prélèvements sur recettes	-3 524	-23 034	-21 772	-21 775
Fonds de concours	333	923	598	598
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>17 529</b>	<b>86 739</b>	<b>100 800</b>	<b>110 777</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>21 052</b>	<b>109 773</b>	<b>122 572</b>	<b>132 552</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-13 932</b>	<b>-61 395</b>	<b>-41 887</b>	<b>-32 186</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 684	4 545	4 605	4 605
Solde des comptes de concours financiers	-4 556	-27 566	-27 672	-27 672
Solde des comptes de commerce	93	517	203	203
Solde des comptes d'opérations monétaires	-781	-289	1 028	1 028
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-2 750</b>	<b>-22 502</b>	<b>-22 886</b>	<b>-22 886</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-16 682</b>	<b>-83 897</b>	<b>-64 773</b>	<b>-55 072</b>



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2019	2018 retraité	2018 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 083</b>	<b>55 421</b>	<b>54 789</b>	<b>54 798</b>
Rémunérations d'activité	6 279	31 654	31 140	31 143
Cotisations et contributions sociales	4 771	23 453	23 337	23 342
Prestations sociales et allocations diverses	33	314	312	312
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>20 378</b>	<b>92 714</b>	<b>87 897</b>	<b>88 165</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>992</b>	<b>992</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 515</b>	<b>23 386</b>	<b>23 315</b>	<b>23 475</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 973	9 728	9 789	10 061
Subventions pour charges de service public	1 541	13 658	13 526	13 414
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>6 483</b>	<b>20 326</b>	<b>20 058</b>	<b>20 058</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	6 483	20 326	20 058	20 058
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>852</b>	<b>5 572</b>	<b>5 199</b>	<b>5 199</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	558	4 117	3 926	3 926
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	295	1 455	1 273	1 273
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>9 453</b>	<b>41 594</b>	<b>37 512</b>	<b>37 620</b>
Transferts aux ménages	6 128	23 193	19 226	19 229
Transferts aux entreprises	809	5 913	5 109	5 247
Transferts aux collectivités territoriales	940	3 602	3 679	3 592
Transferts aux autres collectivités	1 570	8 872	9 484	9 537
Appels en garantie	8	15	14	14
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>74</b>	<b>845</b>	<b>822</b>	<b>822</b>
Prêts et avances	1	118	44	44
Dotations en fonds propres	74	172	220	220
Dépenses de participations financières	0	555	558	558
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>31 460</b>	<b>148 134</b>	<b>142 687</b>	<b>142 963</b>





unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2019		Cumul à fin mai 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>1</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	0	2	2	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	1	3	4	12	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat <sup>(1)</sup>	0	0	2	1	1
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>144</b>	<b>172</b>	<b>1 341</b>	<b>1 185</b>	<b>1 297</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	101	89	749	667	745
Diplomatie culturelle et d'influence	19	61	423	360	383
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	22	168	158	169
Présidence française du G7	0	0	1	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>210</b>	<b>200</b>	<b>1 153</b>	<b>1 107</b>	<b>1 113</b>
Administration territoriale	133	132	684	660	664
Vie politique, culturelle et associative	10	4	97	76	88
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	67	64	371	371	361
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>119</b>	<b>257</b>	<b>1 359</b>	<b>1 119</b>	<b>1 014</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	11	160	888	683	571
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	57	48	217	190	201
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	49	253	246	242
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>81</b>	<b>251</b>	<b>2 166</b>	<b>1 426</b>	<b>1 478</b>
Aide économique et financière au développement	5	70	808	645	665
Solidarité à l'égard des pays en développement	76	182	1 358	781	813
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>14</b>	<b>27</b>	<b>1 832</b>	<b>1 635</b>	<b>1 749</b>
Liens entre la Nation et son armée	2	2	20	12	11
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	10	1 737	1 577	1 691
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	8	15	76	46	47
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>391</b>	<b>3 683</b>	<b>14 089</b>	<b>7 516</b>	<b>6 070</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	195	227	757	644	538
Aide à l'accès au logement	0	3 296	13 026	6 593	5 284
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	16	110	107	147	110
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	58	14	11	51	41
Interventions territoriales de l'Etat	2	2	12	19	13
Politique de la ville	120	34	175	63	84
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>51</b>	<b>51</b>	<b>308</b>	<b>292</b>	<b>283</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	32	167	163	155
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	19	101	89	88
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	4
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>353</b>	<b>226</b>	<b>1 545</b>	<b>938</b>	<b>965</b>
Patrimoines	195	43	603	246	279
Création	62	83	451	264	254
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	97	100	491	428	432
<b>DEFENSE</b>	<b>3 089</b>	<b>3 871</b>	<b>21 171</b>	<b>19 924</b>	<b>18 839</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	141	78	772	637	606
Préparation et emploi des forces	654	796	6 547	3 777	3 570
Soutien de la politique de la défense	2 056	2 132	9 952	9 809	9 819
Equiperment des forces	237	866	3 900	5 701	4 845
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>99</b>	<b>85</b>	<b>511</b>	<b>463</b>	<b>378</b>
Coordination du travail gouvernemental	55	42	256	219	179
Protection des droits et libertés	4	4	53	51	38
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	39	39	203	192	162



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2019		Cumul à fin mai 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>630</b>	<b>1 226</b>	<b>9 550</b>	<b>6 092</b>	<b>4 636</b>
Infrastructures et services de transports	260	322	2 975	1 764	970
Affaires maritimes	4	6	93	57	48
Paysages, eau et biodiversité	24	20	71	48	55
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	3	1	447	246	243
Prévention des risques	10	165	645	368	230
Energie, climat et après-mines	105	173	793	646	249
Service public de l'énergie	0	305	3 170	1 628	1 511
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	225	234	1 356	1 333	1 331
<b>ECONOMIE</b>	<b>70</b>	<b>111</b>	<b>890</b>	<b>771</b>	<b>770</b>
Développement des entreprises et régulations	20	43	379	269	273
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	54	195	194	190
Stratégie économique et fiscale	14	14	316	308	307
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>6 483</b>	<b>6 496</b>	<b>20 377</b>	<b>20 457</b>	<b>20 208</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	6 483	6 483	20 326	20 326	20 058
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	8	15	15	14
Epargne	0	5	36	36	55
Dotation du Mécanisme européen de stabilité <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 883</b>	<b>5 959</b>	<b>31 671</b>	<b>31 378</b>	<b>31 024</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 873	1 865	9 373	9 364	9 145
Enseignement scolaire public du second degré	2 813	2 799	14 004	13 982	13 864
Vie de l'élève	279	365	3 109	3 054	3 051
Enseignement privé du premier et du second degrés	638	600	3 501	3 449	3 459
Soutien de la politique de l'éducation nationale	171	177	1 000	860	841
Enseignement technique agricole	108	153	685	671	664
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>800</b>	<b>844</b>	<b>4 458</b>	<b>4 270</b>	<b>4 240</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	604	624	3 216	3 179	3 184
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	72	84	434	379	352
Facilitation et sécurisation des échanges	120	121	649	622	612
Fonction publique	3	15	159	90	92
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>70</b>	<b>82</b>	<b>681</b>	<b>581</b>	<b>617</b>
Immigration et asile	50	70	560	483	488
Intégration et accès à la nationalité française	20	12	121	98	129
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>825</b>	<b>999</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	173	118
Valorisation de la recherche	0	0	0	313	201
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	339	680
<b>JUSTICE</b>	<b>678</b>	<b>702</b>	<b>4 045</b>	<b>3 730</b>	<b>3 585</b>
Justice judiciaire	279	288	1 511	1 457	1 463
Administration pénitentiaire	299	301	1 506	1 427	1 319
Protection judiciaire de la jeunesse	54	69	433	337	327
Accès au droit et à la justice	9	10	364	361	332
Conduite et pilotage de la politique de la justice	36	34	229	145	142
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>18</b>	<b>66</b>	<b>422</b>	<b>254</b>	<b>247</b>
Presse et médias	2	49	169	157	150
Livre et industries culturelles	16	17	253	97	97
<b>OUTRE-MER</b>	<b>210</b>	<b>64</b>	<b>1 827</b>	<b>823</b>	<b>798</b>
Emploi outre-mer	33	22	1 600	676	616
Conditions de vie outre-mer	178	42	227	147	183



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2019		Cumul à fin mai 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>992</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>252</b>	<b>1 393</b>	<b>24 215</b>	<b>13 156</b>	<b>13 606</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	81	67	12 872	6 564	6 514
Vie étudiante	24	188	1 704	1 387	1 405
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	10	830	5 828	3 023	3 183
Recherche spatiale	0	138	1 768	864	1 175
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	5	12	1 176	795	797
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	15	56	417	266	306
Recherche duale (civile et militaire)	0	48	172	58	63
Recherche culturelle et culture scientifique	98	32	101	35	2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	21	178	164	161
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>23</b>	<b>461</b>	<b>5 705</b>	<b>2 990</b>	<b>3 029</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	23	349	3 750	1 973	1 993
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	748	353	357
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 207	664	679
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>447</b>	<b>578</b>	<b>1 659</b>	<b>1 627</b>	<b>1 661</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	369	502	1 514	1 475	1 492
Concours spécifiques et administration	78	76	146	152	169
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>15 562</b>	<b>15 575</b>	<b>52 983</b>	<b>52 848</b>	<b>44 135</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	14 609	14 622	50 660	50 525	41 648
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	953	953	2 323	2 323	2 487
<b>SANTE</b>	<b>2</b>	<b>68</b>	<b>1 232</b>	<b>545</b>	<b>471</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2	68	367	199	145
Protection maladie	0	0	865	346	326
<b>SECURITES</b>	<b>1 684</b>	<b>1 627</b>	<b>8 981</b>	<b>8 438</b>	<b>8 166</b>
Police nationale	899	894	4 611	4 469	4 284
Gendarmerie nationale	759	694	4 145	3 756	3 674
Sécurité et éducation routières	3	3	18	10	8
Sécurité civile	23	35	207	202	200
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>100</b>	<b>2 074</b>	<b>21 654</b>	<b>10 390</b>	<b>8 126</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	28	1 004	9 159	4 141	2 095
Handicap et dépendance	1	999	11 555	5 590	5 374
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	9	6	6
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	68	68	931	653	651
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>955</b>	<b>428</b>	<b>439</b>
Sport	5	5	193	121	100
Jeunesse et vie associative	3	4	531	264	308
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	231	43	31
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>858</b>	<b>875</b>	<b>7 822</b>	<b>4 768</b>	<b>5 881</b>
Accès et retour à l'emploi	374	516	3 281	2 587	2 941
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	420	268	4 216	1 858	2 612
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	9	38	35	51	46
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	53	290	273	282
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>38 332</b>	<b>47 035</b>	<b>245 600</b>	<b>200 982</b>	<b>186 821</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>22 770</b>	<b>31 460</b>	<b>192 617</b>	<b>148 134</b>	<b>142 687</b>

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 496</b>	<b>31 876</b>	<b>41 481</b>	<b>41 481</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>185</b>	<b>826</b>	<b>716</b>	<b>716</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>6 646</b>	<b>20 032</b>	<b>19 338</b>	<b>19 338</b>
Impôt sur les sociétés	6 481	19 606	18 955	18 955
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	164	427	383	383
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 563</b>	<b>4 861</b>	<b>4 410</b>	<b>2 319</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	110	373	354	354
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	648	1 299	802	802
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	39	291	337	337
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	100	126	116	116
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	8	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	16	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	12	10	10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	13	51	35	35
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	1	2	2
Prélèvements de solidarité	583	2 484	2 368	390
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	2	2
Recettes diverses	65	198	377	264
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 051</b>	<b>4 343</b>	<b>4 335</b>	<b>4 399</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>15 753</b>	<b>81 795</b>	<b>76 206</b>	<b>88 007</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 733</b>	<b>15 244</b>	<b>15 329</b>	<b>15 234</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	33	179	228	228
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	80	63	63
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	5	7	7



	Mois	Cumul à fin mai			
	unité : million d'€.	Mai	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	197		1 142	980	980
Mutations à titre gratuit par décès	1 000		4 504	4 959	4 959
Contribution de sécurité immobilière	58		306	297	297
Autres conventions et actes civils	35		179	202	202
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0		0	0	0
Taxe de publicité foncière	42		215	199	199
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	19		81	28	70
Taxe additionnelle au droit de bail	0		0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16		74	77	77
Timbre unique	16		117	97	97
Taxe sur les véhicules de société	0		0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0		0	0	0
Permis de chasser	0		0	0	0
Droits d'importation	0		0	0	0
Autres taxes intérieures	570		5 133	4 873	4 873
Autres droits et recettes accessoires	0		3	11	11
Amendes et confiscations	2		19	12	12
Taxe générale sur les activités polluantes	267		272	256	256
Cotisation à la production sur les sucres	0		0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0		0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0		0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0		0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1		90	87	87
Autres droits et recettes à différents titres	0		1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0		0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2		23	21	21
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4		22	21	21
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1		22	23	23
Taxe de l'aviation civile	0		0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0		575	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2		23	23	23
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	169		884	875	875
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	70		304	287	287
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	31		158	174	174
Prélèvement sur les paris sportifs	57		223	177	177
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5		28	28	28
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0		0	0	0
Taxe sur les transactions financières	81		430	590	477
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0		0	0	0
Autres taxes	44		153	156	132
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>		<b>35 427</b>	<b>158 977</b>	<b>161 815</b>	<b>171 494</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>		<b>19 852</b>	<b>106 130</b>	<b>117 681</b>	<b>127 359</b>



	Mois		Cumul à fin mai	
	Maï	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>527</b>	<b>560</b>	<b>2 615</b>	<b>2 615</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	7	7	2 165	2 165
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	135	135
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	520	536	316	316
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>44</b>	<b>266</b>	<b>48</b>	<b>416</b>
Revenus du domaine public non militaire	16	69	87	87
Autres revenus du domaine public	0	2	3	3
Revenus du domaine privé	4	57	37	37
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	2	88	78	78
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	21	47	-163	204
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	4	7	7
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>123</b>	<b>502</b>	<b>503</b>	<b>437</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	114	111	111
Autres frais d'assiette et de recouvrement	87	382	382	315
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	2	7	7
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>34</b>	<b>191</b>	<b>150</b>	<b>150</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	30	32	32
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	1	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	0	24	22	22
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	24	79	83	83
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	55	10	10



	Mois		Cumul à fin mai	
	Maï	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>56</b>	<b>605</b>	<b>389</b>	<b>389</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	199	125	125
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	6	111	15	15
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	4	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	47	236	189	189
Frais de poursuite	1	5	4	4
Frais de justice et d'instance	1	4	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>83</b>	<b>596</b>	<b>588</b>	<b>588</b>
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	98	129	129
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	21	75	73	73
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	4	4
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3
Récupération d'indus	1	15	9	9
Recouvrements après admission en non-valeur	9	49	49	49
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	13	20	20
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	14	10	10
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	27	182	151	151
Produits divers	2	21	16	16
Autres produits divers	14	81	110	110
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>867</b>	<b>2 720</b>	<b>4 293</b>	<b>4 594</b>



	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-2 478</b>	<b>-12 578</b>	<b>-12 855</b>	<b>-12 858</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 031	-10 182	-10 259	-10 261
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-186	-1 078	-936	-936
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-3	-5	-1	-1
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	-30	-30
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-248	-1 266	-1 291	-1 291
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-5	-5
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-45	-41	-41
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-204	-204
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-87	-87
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 045</b>	<b>-10 456</b>	<b>-8 917</b>	<b>-8 917</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-3 524</b>	<b>-23 034</b>	<b>-21 772</b>	<b>-21 775</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	283	819	506	506
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	50	105	92	92
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>333</b>	<b>923</b>	<b>598</b>	<b>598</b>





unité : million d'€.

	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 452</b>	<b>7 136</b>	<b>27 492</b>	<b>28 983</b>	<b>32 037</b>	<b>33 588</b>	<b>4 545</b>	<b>4 605</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	49	40	166	166	201	221	36	55
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	16	140	120	349	629	656	509	307
Développement agricole et rural	0	100	2	4	113	107	110	102
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	35	32	145	81	158	157	13	76
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1 439	0	0	1 491	1 445	1 491	1 445
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	24	13	98	113	161	114	63	1
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	148	0	148
Participations financières de l'Etat	58	43	186	834	87	713	-100	-121
Pensions	4 709	4 729	23 954	23 760	25 571	25 786	1 618	2 026
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	351	117	407	117	56
Transition énergétique	560	600	2 822	3 324	3 510	3 833	688	510
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 230</b>	<b>4 673</b>	<b>46 755</b>	<b>52 991</b>	<b>19 189</b>	<b>25 318</b>	<b>-27 566</b>	<b>-27 672</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	10	1 531	8 123	710	6 909	-821	-1 213
Avances à l'audiovisuel public	322	153	1 608	1 623	934	1 002	-675	-621
Avances aux collectivités territoriales	8 861	4 476	43 439	42 308	17 391	17 240	-26 048	-25 068
Prêts à des Etats étrangers	6	34	85	901	153	161	68	-740
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	40	0	91	36	0	6	-90	-30
<b>Comptes de commerce</b>	<b>7 004</b>	<b>7 097</b>	<b>22 490</b>	<b>22 157</b>	<b>23 006</b>	<b>22 360</b>	<b>517</b>	<b>203</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	68	82	283	205	330	257	47	52
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	16	68	65	68	65	0	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	178	242	599	619	663	619	64	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	21	34	122	95	264	172	142	77
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	6 660	6 660	21 203	20 962	21 197	20 962	-6	0
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés <sup>(1)</sup>	0	0	0	1	0	0	0	-1
Opérations commerciales des domaines	5	8	21	18	26	21	4	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	10	9	6	9	-4	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	55	53	183	182	453	255	269	73
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>910</b>	<b>129</b>	<b>1 136</b>	<b>437</b>	<b>848</b>	<b>1 465</b>	<b>-289</b>	<b>1 028</b>
Emission des monnaies métalliques	3	32	67	82	69	57	2	-25
Opérations avec le Fonds Monétaire International	907	96	1 067	355	776	1 405	-291	1 050
Pertes et bénéfices de change	0	0	2	0	2	3	0	3
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>22 596</b>	<b>19 035</b>	<b>97 873</b>	<b>104 568</b>	<b>75 080</b>	<b>82 731</b>	<b>-22 793</b>	<b>-21 836</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>21 689</b>	<b>18 939</b>	<b>96 806</b>	<b>104 213</b>	<b>74 304</b>	<b>81 326</b>	<b>-22 502</b>	<b>-22 886</b>

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2019
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	367	124	491
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-110	308
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>796</b>	<b>14</b>	<b>809</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 502	199	2 701
	Départements	7 206	-1 097	6 108
	Communes	25 649	-3 408	22 241
	HLM	310	-86	224
	Autres	25 278	-2 107	23 171
	<b>Total CEPL</b>	<b>60 944</b>	<b>-6 499</b>	<b>54 445</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 179</b>	<b>427</b>	<b>5 605</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	2 342	14 228
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	1 954	7 416
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	1 040	4 655
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	159	1 478
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>22 282</b>	<b>5 495</b>	<b>27 776</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>12 362</b>	<b>1 060</b>	<b>13 422</b>
	<b>Union européenne</b>	<b>2 143</b>	<b>147</b>	<b>2 290</b>
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>			
Fonds et Fondations	52	18	70	
GIP	777	-55	722	
EPLF	2 523	867	3 390	
Autres correspondants	9 788	614	10 403	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 187</b>	<b>1 397</b>	<b>14 584</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>116 892</b>	<b>2 041</b>	<b>118 932</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	22	-2	20
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	0	0	0
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>22</b>	<b>-2</b>	<b>20</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>116 914</b>	<b>2 038</b>	<b>118 952</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		0	0	0
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>116 913</b>	<b>2 039</b>	<b>118 952</b>



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2019
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 756 420</b>	<b>36 426</b>	<b>1 792 846</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 643 520</b>	<b>42 059</b>	<b>1 685 579</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	42 059	1 685 579
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	32 678	1 456 577
- <i>taux variable</i>	194 761	8 968	203 729
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>112 900</b>	<b>-5 633</b>	<b>107 267</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-5 633	107 267
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 998</b>	<b>-66</b>	<b>6 931</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 763 417</b>	<b>36 360</b>	<b>1 799 777</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.